



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 448 du 25 septembre 2026

**Austérité, répression, guerre :
l'État, instrument de la domination du CAC40,
le bulletin de vote impuissant à le « transformer ».
Il n'y aura pas de miracle !**

Des dizaines de milliers de manifestant·es ont exigé le week-end dernier l'abandon de la proposition de loi « visant à reconnaître une présomption de légitime défense » pour les flics, dénonçant « un permis de tuer », après la loi Cazeneuve de 2017, le droit d'utiliser l'arme à feu contre un refus d'obtempérer, qui avait provoqué une explosion du nombre des victimes de la police.

L'État protège sa police et lui donne les pleins pouvoirs, pilier avec l'armée et la justice de l'ordre établi. Le système étatique de répression et la machine à embrigader l'opinion sont mobilisés par les classes dominantes pour soumettre les classes populaires et la jeunesse, pas après pas, vers un régime autoritaire pour protéger la dictature de la finance contre les travailleur·ses.

L'inquiétude, la colère, la révolte s'expriment à travers tout le pays, le monde du travail n'a aucune confiance dans les politiciens discrédités et n'attend rien des élections. La crise sociale et politique ne peut que s'approfondir d'autant que la bourgeoisie n'a aucune réponse à la crise économique et écologique, aux guerres qu'elle a provoquées. Dès cette rentrée, les mobilisations pour le climat du 26 septembre, contre la casse des services publics le 29 malgré la passivité des directions syndicales, le 17 octobre contre l'inflation des carburants, sont autant d'occasions de faire entendre la colère et la révolte. Tous les partis parlementaires et le gouvernement craignent une explosion sociale que les directions syndicales seraient incapables de contrôler.

Mélenchon, qui appelait à voter pour lui en 2017 afin de « s'économiser des kilomètres de manifestations », se propose de répondre à la crise politique en ravivant la flamme électorale. Il mène campagne pour l'inscription sur les listes électorales et s'acharne à reconstruire l'illusion que l'État pourrait devenir, sous sa direction, l'instrument démocratique du réveil du pays !

Il affirme sa loyauté à l'égard du système, de la nation et de la République ainsi qu'il l'a fait en envoyant Bompard à la réunion convoquée la semaine dernière par Macron pour une présentation confidentielle sur la guerre, « l'état

de la menace » et « la dégradation rapide de la situation internationale ». LFI n'a pas eu un mot de critique sur le fond, affichant ainsi, comme l'ensemble des partis parlementaires, sa soumission aux exigences du militarisme pour les intérêts des multinationales.

Dans le même temps, alors que tout converge pour mettre à nu le rôle de l'État de la bourgeoisie, entièrement au service de leurs intérêts destructeurs, Mélenchon déploie tous ses talents pour faire croire que l'État pourrait être au service de « l'intérêt général » par le miracle des urnes. A cette fin, LFI vient de publier un document électoral, *L'État et la révolution citoyenne*¹, intitulé qui parodie le texte de Lénine, *L'État et la révolution*², dont il combat chaque ligne en plaçant pour « une refondation démocratique de l'État français ».

Cependant, parce qu'il ose se faire l'expression du refus du fatalisme face aux milliardaires, au génocide du peuple palestinien, au militarisme et la guerre, au saccage de la nature, au danger de l'extrême-droite, il suscite l'hostilité, voire la haine de tous les partis qui trouvent dans cette « diabolisation » la justification de leur futur ralliement à Le Pen ou pour le PS à la droite. Et se développe ainsi au sein de la jeunesse et du monde travail une réelle dynamique autour de sa campagne qui exprime, malgré bien des méfiances, une volonté d'affrontement dont nous sommes pleinement solidaires. Cette dernière a une logique qui dépasse Mélenchon. Elle conduit à une prise de conscience plus avancée sur la responsabilité globale du capitalisme et de l'État, du nationalisme réactionnaire et de la concurrence militarisée et guerrière, pour renouer avec la lutte de classe internationaliste. Mélenchon joue l'imposture de la « révolution citoyenne » espérant contenir ou détourner ces évolutions inscrites dans le cours même des luttes de classes. En réalité, sa seule chance d'accéder au pouvoir est de démontrer son utilité à la bourgeoisie, c'est-à-dire sa capacité à prendre le relais des vieux partis réformistes ruinés par leur propre capitulation, pour étouffer les prises de conscience, empêcher la jeunesse et les travailleur·ses de s'organiser par eux-mêmes pour défendre leurs intérêts.

Son populisme de gauche serait la solution à la crise, répondant à la faillite du réformisme tout en cherchant à en capter l'héritage trahi. Il enrôle pour cela des intellectuels qui déploient un marxisme universitaire dans un patchwork confus auquel la coordinatrice du document, Isabelle Garo, essaie de donner une cohérence : prétendre que « *la conquête de l'État par des victoires électorales* » pourra aboutir à « *transformer l'État, transformer par l'État* ».

Leurs vaines prétentions théoriques reviennent à nier le marxisme, le vider de tout contenu de classe et révolutionnaire, pour faire disparaître la perspective du socialisme et du communisme, la lutte pour la destruction de l'État de la bourgeoisie, la perspective d'une société sans classe, qu'ils n'évoquent jamais !

Mélenchon, en démagogue qui se gausse de théorie, conclut le tout en reniant l'histoire et ses enseignements. Ses folles prétentions ne peuvent ni effacer l'histoire des luttes de classes ni ses leçons, dont celles que Marx et Engels tiraient de la Commune de Paris de 1871 : « *La Commune, notamment, a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte* »³, donnant un sens concret à la question du pouvoir des travailleur-ses : « *Le philistin social-démocrate entre une fois de plus dans une terreur sacrée au mot de dictature du prolétariat. Allons-bon, voulez-vous savoir, messieurs, de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat* »⁴.

L'enjeu essentiel de l'affrontement social et politique majeur qui s'engage ici et à l'échelle internationale, est de redonner vie pratiquement et dans la lutte de classe moderne à ces idées, en dépit de tous les philistins et autres démagogues.

Sans intervention révolutionnaire du prolétariat, la faillite historique du capitalisme conduit à la dictature

Mélenchon et ses plumes décrivent l'État comme devenu « *néolibéral et autoritaire* ». Mais ils effacent le fait que ces évolutions sont le produit de la lutte des classes. Les propriétaires de l'économie exigent de leurs serviteurs à la tête de l'État qu'ils utilisent tous ses leviers pour maintenir leurs profits au moment où le capitalisme n'a plus de possibilités de développement, en-dehors de la prédation, par l'exacerbation de l'exploitation, de la concurrence et la guerre. C'est bien cette crise globale et historique du capitalisme qui produit les évolutions autoritaires et guerrières de l'État, voire la dictature, un nouveau fascisme.

Les auteurs eux chantent la fable de la « *réversibilité* » de l'État, qui permettrait que « *sa main gauche* » l'emporte sur « *sa main droite* » ! Contre la répression et les violences policières, ils prétendent engager une « *décroissance sécuritaire* », dissimulant le rôle clé de l'État, exercer la violence pour maintenir l'ordre de la classe dominante, ce qu'Engels résumait ainsi : « *En dernière instance, l'État est une bande d'hommes armés* »⁵.

Ils règlent tout aussi facilement la question de la connivence des sommets de l'État et des dirigeants du CAC 40. Il suffirait d'encadrer les hauts fonctionnaires et les convaincre de servir « *l'intérêt général* », et s'évapoureraient sans doute les mille liens sociaux, familiaux, financiers qui les unissent à la classe dominante.

Pour donner crédit à la fable, ils recyclent la collaboration de classe, parée d'un nouveau nom : « *le double pouvoir* ». Leur modèle en est la Sécurité sociale mythifiée dont il suffirait d'élargir les champs d'action, pour que coexistent les intérêts du monde du travail et de la bourgeoisie. La pensée de Lénine est là aussi cyniquement pervertie, contre lui qui désignait par « *double pouvoir* » la confrontation pendant la Révolution russe entre deux pouvoirs inconciliables, celui de l'État bourgeois et celui des soviets, le nouveau pouvoir démocratique des travailleur-ses, une confrontation qui ne pouvait aboutir qu'à la victoire de l'un sur l'autre.

Plutôt que de nous laisser bercer d'illusions, nous avons besoin de nous préparer à la crise révolutionnaire qui mûrit, l'affrontement pour la conquête de la démocratie, le renversement du pouvoir de la bourgeoisie. Les évolutions autoritaires de l'État, l'offensive patronale qui nourrissent l'extrême droite appellent en retour la seule réponse progressiste et démocratique, l'intervention du prolétariat, seule force qui pourrait enrayer ces dangers, ces reculs, en affirmant la perspective de son propre pouvoir.

Mélenchon, lui, fait ses offres de service pour désarmer et canaliser la révolte en prétendant sauver le système relooké. Mais l'espoir d'un répit face au danger de l'extrême droite par une victoire électorale, comme les mensonges électoralistes de LFI, désarment, flattent la passivité. Ils encouragent à s'en remettre à l'État, quand celui-ci, déjà bien gangrené, est prêt à s'abandonner à Le Pen.

De nombreuses expériences de la lutte des classes, montrent que ces illusions préparent des défaites tragiques. Parmi elles, celle subie en 1973 par la classe ouvrière chilienne malgré son organisation est une des plus terribles, une répression barbare et près de deux décennies de dictature, une défaite que préparait la « *voie pacifique vers le socialisme* » d'Allende, appelant au désarmement des travailleurs, faisant confiance à l'armée, précipitant ainsi sa propre fin et la défaite ouvrière pour éviter à tout prix une révolution contre l'armée et l'État.

Un tour de passe-passe « théorique » mensonger pour entretenir l'illusion mortelle que le bulletin de vote peut tout

Mélenchon et les intellectuels dont il s'est entouré cherchent à donner crédit à leur illusion en reprenant l'idée que l'État est le produit de « *contradictions* » entre les classes, et il suffirait pour eux d'inverser les rapports de forces, pour aboutir à des « *compromis entre le capital et la souveraineté du peuple* », un « *État équilibre* » !

L'escroquerie théorique atteint son but quand elle efface explicitement la nature de classe de l'État qui « *ne saurait*

être réduit à un simple instrument de la domination capitaliste ». L'affirmation est réitérée maintes fois jusqu'à Mélenchon qui réécrit l'histoire de la République comme un mouvement où « il s'est agi d'instituer l'État au service de l'intérêt général en l'émancipant des autres pouvoirs concurrents ». Les millions d'exploités, d'esclaves coloniaux encadrés et réprimés, par la République d'hier et d'aujourd'hui, de victimes des guerres mondiales et coloniales, au nom du tricolore et de la devise républicaine sont sans doute les faux frais de « l'intérêt général » qui a renforcé l'intérêt privé et la domination des capitalistes qui atteint son paroxysme avec la financiarisation mondialisée.

Cette entourloupe est aussi vieille que le réformisme qui prétendait instaurer le socialisme pacifiquement par les urnes et un bon syndicalisme pour encadrer les masses. La « révolution citoyenne », le populisme de gauche, a abandonné la perspective socialiste, mais dénonce la lutte des classes afin de déposséder les travailleur·ses de leur rôle politique indépendant, de leur capacité révolutionnaire, au profit de l'impasse du bulletin de vote.

Engels résumait ainsi les contradictions qu'il s'agit de dépasser par la voie révolutionnaire : « L'État n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société [...] Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'«ordre» ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État »⁶.

« Transformer l'État, Transformer par l'État » ou détruire l'État du capital pour conquérir la démocratie

Pour Mélenchon et ses amis, « le mouvement ouvrier a échoué »⁷ et il s'agit d'instaurer « l'ère du peuple ». Ce populisme prétend « transformer l'institution étatique » par « un processus constituant » pour la VI^{ème} république.

Leur charlatanisme n'ignore pourtant pas les faits qui sont têtus comme chacun sait. Les retours historiques présentés dans leur document électoral (la Grèce de Syriza, le Chili en 1973, le Front populaire de 1936, les constituantes de Bolivie et d'Equateur) se retournent contre leurs prétentions à « transformer l'Etat par l'Etat ». Leurs propres récits démontrent en creux que ces échecs renvoient en dernier lieu aux illusions électorales et à l'impossibilité de concilier les intérêts de classes de la bourgeoisie et du prolétariat. Qu'importe pour eux, leur but n'est pas l'émancipation des travailleur·ses mais d'avoir une politique pour accéder au pouvoir dans le cadre de l'État bourgeois qu'ils prétendent, pour leur propre cause, vouloir réformer.

Ils dessinent une construction imaginaire de collaboration de classe, dans laquelle « un gouvernement de rupture et des mouvements sociaux combattifs se renforceraient mutuellement », en mobilisant et renforçant les institutions démocratiques, le rôle des syndicats, les contrepouvoirs, l'auto-organisation de la société, les communs, le modèle de la Sécurité sociale... autant de pistes chimériques pour faire croire qu'une victoire serait possible sans l'affrontement avec la bourgeoisie, sa police et son armée, pour conquérir le pouvoir pour et par les travailleur·ses sur les ruines de son État.

Prendre conscience de la force du prolétariat, de sa capacité à s'organiser, de son rôle dirigeant dans la production et la vie de la société, ses capacités révolutionnaires

Mélenchon espère charmer le prolétariat pour le convaincre de respecter l'ordre parce que « L'État n'est pas l'ennemi, l'ennemi c'est son utilisation contre l'intérêt général humain » prétend-il. Les Communiste·s ont déjà apporté la réponse historique à ce mensonge indéfiniment ressassé. C'était eux l'intérêt général humain, pas l'État de la république naissante qui les a écrasés lors de la semaine sanglante espérant effacer les 72 jours d'un premier pouvoir des exploité·es partis « à l'assaut du ciel »...

La Commune a ainsi démontré la nécessité de l'organisation des travailleur·ses par eux-mêmes, pour pousser jusqu'au bout leur rôle dirigeant dans la production jusqu'à la direction de toute la société.

Ce qui était une fulgurante ébauche des mouvements révolutionnaires à venir prend aujourd'hui sa réelle et puissante dimension internationale au mépris de tous les faux amis de la classe ouvrière qui veulent l'enfermer dans les frontières nationales bourgeoises.

Le nouveau développement du prolétariat, international, organisant et portant toute la marche de la société, les gigantesques progrès techniques et culturels au moment où le capitalisme conduit l'humanité vers un effondrement économique, écologique, nucléaire, politique, rendent possible, nécessaire, la généralisation d'un pouvoir des classes exploitées à l'échelle du monde.

Il ne s'agit pas de décrire une société et un État utopiques, mais de voir dans la situation actuelle ce qui crée les conditions de ce bouleversement mondialisé. La possibilité d'un État bon marché au service des travailleur·ses, État qui serait aussi écologique, est contenue dans le fait que toutes les tâches d'organisation et d'administration de la société sont déjà effectuées par des prolétaires.

La plupart des situations de crises graves, face aux incendies, face au Covid, mais aussi dans mille faits de la vie quotidienne, témoignent que la société ne tient que par les initiatives et la solidarité des travailleur·ses qui prennent leur responsabilité, agissent, quand la bureaucratie d'État panique et est dépassée, préoccupée de sauver son crédit et son ordre.

Pour socialiser réellement tout ce qui est déjà au service de « l'intérêt général », il faudra « organiser la séparation de l'État de la finance »⁸ dirait Mélenchon, mais contrairement à ce qu'il voudrait faire croire, se libérer de la finance, de la domination capitaliste, ne passera pas par un changement de président ou de constitution, mais par l'intervention du prolétariat pour démanteler leur État, réorganiser toutes ses activités par l'organisation démocratique de ceux qui y travaillent en lien avec ses usagers, l'ensemble des classes populaires. « Le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques »⁹ écrivait Trotsky...

Cette transformation qui conduit à la prise en main de la marche de la société, du pouvoir par celles et ceux qui la font déjà tourner contre la classe parasite exige un affrontement avec l'État, qui ne tolérera pas d'être dépossédé de son pouvoir pas plus que la bourgeoisie ne tolérera d'être expropriée. Pour mener cet affrontement, l'organisation des travailleur·ses en parti en rupture avec les institutions est nécessaire, instrument du démantèlement, de la destruction de l'État de la bourgeoisie et de la construction d'un nouvel État fondé sur les assemblées de travailleur·ses élues, et révocables, une démocratie directe qui supprimera la séparation entre législatif et exécutif pour assumer pleinement la direction de la société, exproprier le capital, réorganiser la production et gérer à tous les niveaux la vie sociale.

Le processus révolutionnaire ne pourra rester prisonnier du cadre national réactionnaire mais brisera les frontières pour avancer vers des États unis socialistes d'Europe, chemin vers une fédération mondiale des États socialistes gérant la coopération et la solidarité internationale pour instaurer un nouveau mode de production à l'échelle de la planète qui verra la disparition des classes et l'extinction de l'État.

Ainsi que l'écrivait Engels dans *Monsieur Eugen Dühring bouleverse la science* qui pourrait s'intituler aujourd'hui

Monsieur Mélenchon bouleverse la science : « Le prolétariat s'empare du pouvoir d'État et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'État. Mais par-là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classes et oppositions de classes et également en tant qu'État. La société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'État, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'État était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'État de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, État des citoyens propriétaires d'esclaves ; au moyen âge, de la noblesse féodale ; à notre époque, de la bourgeoisie. Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un État. Le premier acte dans lequel l'État apparaît réellement comme représentant de toute la société, - la prise de possession des moyens de production au nom de la société, - est en même temps son dernier acte propre en tant qu'État. L'intervention d'un pouvoir d'État dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'État n'est pas « aboli », il s'éteint. »

François Minvielle

1 [L'État et la révolution citoyenne - Fondation insoumise](#)

2 [L'État et la révolution - Lénine](#)

3 [La guerre civile en France - Marx](#)

4 [Préface à la Guerre civile en France - Engels](#)

5 [L'origine de la famille de la propriété privée et de l'État - Engels](#)

6 [L'origine de la famille de la propriété privée et de l'État - Engels](#)

7 [Comment faire ? - LFI](#)

8 Programme de LFI - *L'avenir en commun*

9 [Préface de L'Histoire de la Révolution russe](#)

